

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES LUGAN SAS

Rue des Carrières
30126 Tavel

Références : -
Code AIOT : 0006600779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement CARRIERES LUGAN SAS implanté Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 Tavel. L'inspection a été annoncée le 20/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES LUGAN SAS
- Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 Tavel
- Code AIOT : 0006600779
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière LUGAN se situe au cœur du village de Tavel. Elle produit des pierres ornementales de calcaire. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 pour une durée de 30 ans pour une production annuelle de 20 kt. La production annuelle actuelle est bien en dessous des 20 kT. Mme Lugan a repris en main la carrière récemment. L'exploitation du gisement est difficile car l'extraction se fait sur des fronts en pente. Il y a énormément de matériels entreposés sur la carrière.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 3.1	Sans objet
6	Limitation des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 3.9	Sans objet
7	Protection des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 3.11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	souterraines		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence :

- La non-levée des non-conformités constatées lors de l'inspection 02/10/24. En effet, l'exploitant n'a pas exécuté les actions correctives demandées qui sont relatives à la propreté du site, la mise à jour du plan d'exploitation et la signalisation du site ;
- Le non respect de la cote de fond de fouille ;
- L'absence de réalisation de la surveillance des mesures de poussières de silice depuis l'ouverture de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux/clotures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut-être consulté. Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique; Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux ,d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 2/10/2024, l'exploitant avait 3 mois pour réaliser les actions correctives suivantes : <i>"L'exploitant met en place un nouveau panneau indiquant l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Les travaux sur les transformateurs électriques coté est de la carrières constatés lors de la précédente inspection sont maintenant finalisés, l'exploitant doit terminer la mise en place des clôtures pour la sécurisation du site et il signale le danger par des pancartes."</i></p> <p>Dans le cadre des suites de cette inspection, l'inspection constate que le nouveau panneau n'a pas été apposé, un devis a été établi. Concernant la clôture l'exploitant a informé l'inspection par mail du 2/06/2025 que le site a entièrement été clôturé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de poser le panneau à l'entrée de la carrière dans les plus brefs délais</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contenu minimal de la documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres - les bords de la fouille ;les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état - la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 02/10/24, l'inspection des installations classées avait déjà constaté l'absence de mise à jour du plan d'exploitation notamment par l'absence de la bande des 10 mètres, et avait demandé la mise à jour de ce plan ainsi que la justification que les pierres de maçonneries extraites ne se situaient pas dans le bande des 10m.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir un plan mis à jour, il a présenté un devis daté du 18/04/25.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection un plan à jour avec les éléments demandés dans le constat ci-dessus ainsi que les attendus fixés par l'arrêté ministériel du 22 octobre 1994 modifié par arrêté du 22 octobre 2018.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée :

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être maintenu en bon état de propreté et d'esthétique[...]
Constats : Lors de la dernière visite d'inspection du 2 octobre 2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation de tous les déchets non utiles à l'exploitation de la carrière vers les filières autorisées. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de déchets toujours présents sur le site. L'exploitant déclare qu'il est prévu que la société DECONS vienne enlever 250 tonnes de ferrailles le 2 juin 2025 mais aucun justificatif n'a été envoyé à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de faire évacuer tous les déchets du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques
Prescription contrôlée : Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 55 000 tonnes Tonnages maximum annuels de matériaux commerciaux : 20 000 tonnes Volume maximum autorisé : 500 000 m ³ environ (d=2,4) dont matériaux commerciaux : 200 000m ³ environ Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 66 737 m ² dont superficie de la zone à exploiter : 50 000 m ² Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire Modalités d'extraction : engins mécaniques, rouilleuse, fil diamanté ; Épaisseur d'extraction maximale : 27 m Cote limite NGF d'extraction : 113 mNGF [...]
Constats : Les superficies du périmètre d'autorisation et de la zone d'extraction ne sont pas indiquées sur le plan d'exploitation, l'inspection n'a donc pas pu contrôler le respect de la superficie autorisée. Sur le plan présenté, la cote de fond de fouille est à 105,74 mNGF soit inférieure à la cote limite autorisée à 113 mNGF. L'exploitant envisage de déposer un PAC pour régulariser sa situation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de mettre à jour son plan avec les superficies du périmètre d'autorisation et

de la zone d'extraction sous un délai d'un mois. Concernant la cote de fond de fouille, l'exploitant est tenu sous un délai de trois mois de : - remblayer le fond de fouille jusqu'à la cote autorisée et de faire procéder à un relevé topographique par un géomètre expert ou - déposer un plan à connaissance pour régulariser sa situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : [...]. L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation d'eau.
Constats : Le mode d'exploitation est à sec, l'exploitant déclare ne pas utiliser d'eau pour son exploitation. En cas d'utilisation du fil diamanté les besoins en eau sont satisfaits par la collecte des eaux pluviales au droit du carreau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Limitation des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le pH doit être compris entre 5.5 et 8.5; • la température doit être inférieure à 30°C; • les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35mg/l (norme NFT 90105) • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) doit avoir une concentration inférieure à 125mg/l (norme NFT 90101) • les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10mg/l (norme NFT 90114)[...]
Constats :

Il n'y a pas d'eaux rejetées à l'extérieur du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : En cas de fracturation ouverte rencontrée sur le sol de la zone d'exploitation, la cavité devra être rebouchée avec de l'argile compactée recouverte de béton afin d'empêcher d'éventuelles pénétrations rapides vers l'aquifère profond.[...]
Constats : L'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu de fracturation au droit des carreaux exploités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement de la poussière de silice
Prescription contrôlée : La qualité de l'air sera mesurée en amont et en aval de l'installation. Les points de mesure comporteront au minimum une station de prélèvement en amont et une station de prélèvement en aval suivant l'implantation prévue par le plan ci joint (annexe 11). Les campagnes de mesures seront effectuées de façon à pouvoir évaluer une qualité moyenne annuelle de l'air. Chaque campagne aura une durée minimale de deux semaines consécutives avec le même support et devra être corrélée avec les situations particulières susceptibles d'altérer la représentativité des mesures (travaux agricoles à proximité pouvant soulever des poussières, circulation automobile particulières) avec les paramètres météorologiques (vent-pluie) et avec les conditions de marche des installations (rythme, créneaux horaires). Ces campagnes de périodicité annuelle devront porter alternativement sur une période réputée sèche et une période réputée humide. Les paramètres mesurés sont : - PM 10 - Poussières alvéolaires, leur taux de silice cristalline et le dosage des formes de la silice (quartz, cristobalite et tridymite) en suspension dans l'air. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées, et à la DDASS, accompagnées des commentaires et intentions de l'exploitant quant aux valeurs moyennes des concentrations en polluants en regard des valeurs toxicologiques de référence et règlements applicables tant pour les PM 10, les poussières alvéolaires que pour la silice cristalline et ses composés. Il conviendra de tenir compte de l'évolution des travaux en cours concernant ces VTR et règlements.

Au vu des résultats obtenus à l'issue des deux prochaines années , ces dispositions pourront être révisées.
Constats : L'exploitant déclare n'avoir réalisé aucune mesure de poussière de silice depuis l'ouverture de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de faire réaliser les mesures de la qualité de l'air en période sèche et en période humide et de transmettre les résultats à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.4
Thème(s) : Situation administrative, Plans de phasage
Prescription contrôlée : [...] Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.
Constats : L'exploitant connaît un important retard sur son phasage. La parcelle 634 qui aurait dû être en cours de réaménagement est actuellement en phase d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu lors du prochain porter à connaissance de mettre à jour ses plans de phasage et les garanties financières avec l'indice TP 01 en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois